

A : Doris Leuthard
Présidente de la Confédération
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
3003 Berne, Suisse

Marc Chardonens
Directeur
Office Fédéral de l'Environnement
3003 Berne, Suisse

Franz Perrez
Ambassadeur pour l'Environnement et Chef de Division des Affaires Internationales
Office Fédéral de l'Environnement
3003 Berne, Suisse

Martin Schiess
Chef de Division Protection de l'air et produits chimiques
Office Fédéral de l'Environnement
3003 Berne, Suisse

23 octobre 2017

Madame, Messieurs,

Veillez recevoir nos vives félicitations, vous et toute la Confédération Helvétique, pour avoir accueilli la première Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure. En même temps que cette reconnaissance et cette visibilité, vient cependant la responsabilité morale de non seulement réduire l'utilisation du mercure, mais aussi de faire preuve d'un leadership irréprochable au travers de l'adoption d'une interdiction complète et non partielle de l'exportation du mercure.

Depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction d'exportation de mercure de l'UE, la Suisse reste le maillon faible de l'Europe en ce qui concerne les flux de mercure vers le reste du monde. L'UE a non seulement interdit les exportations de mercure en 2011 mais, à compter de 2018, elle interdira également l'utilisation d'amalgames dentaires chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 15 ans. Néanmoins, le commerce suisse du mercure s'est poursuivi sans relâche. Entre 2011 et 2015, la Suisse a exporté en moyenne 108 tonnes par an, bien que cela ait été réduit à 29 tonnes en 2016.

Pour atteindre l'objectif de la Convention consistant à réduire simultanément l'offre et la demande de mercure, les Parties prévoient d'appliquer des contrôles plus stricts sur l'utilisation du mercure et les flux commerciaux. En Suisse, une consultation publique a été lancée avec des propositions d'amendements de quatre ordonnances, y compris une interdiction d'exporter les amalgames dentaires et d'autres produits. En tant qu'organisations de la Société Civile concernées par la mise en œuvre de la Convention, nous soutenons pleinement cette initiative et demandons à la Suisse d'aller au-delà.

Selon le site Internet de l'OFEV, l'objectif de réduction simultanée de l'offre et de la demande de mercure est de «faire en sorte que le mercure recyclé en Suisse soit retiré du marché mondial et stocké selon une méthode écologiquement rationnelle». La décision du Conseil fédéral sur ces amendements est attendue très prochainement.

Malheureusement, les intérêts commerciaux semblent être en faveur d'une interdiction partielle qui permettrait la poursuite des exportations de mercure pour quelques utilisations autorisées - y compris pour la fabrication d'amalgames dentaires. Le 28 septembre 2017, l'intérêt de la Suisse à exporter du mercure pour des utilisations autorisées conformément à la Convention a été confirmé lors de la COP1.

Tenant compte du leadership environnemental de la Suisse dans les négociations sur la gestion des produits chimiques et des déchets, nous soussignés, exhortons respectueusement le gouvernement Helvétique à reconsidérer ce point de vue:

- La Convention appelle les Parties à réduire progressivement l'utilisation des amalgames dentaires, ce que la Suisse a déjà fait. Pourtant, exporter du mercure spécifiquement pour l'usage du mercure dentaire peut envoyer un message contradictoire, même s'il s'agissait

d'une interdiction partielle limitée dans le temps. En effet, l'autorisation des exportations de mercure pour la dentisterie semble contribuer à l'amplification de l'usage du mercure en dentisterie et non sa réduction en vue d'une élimination progressive.

- Il peut être difficile de s'assurer que le mercure exporté ne soit utilisé que pour les utilisations prévues et que tout contrôle ne soit pas contourné pour des gains financiers, ou encore que le mercure puisse changer de mains un peu plus loin dans la chaîne. Le prix du mercure ayant doublé l'année dernière, les incitations financières destinées à contourner les accords ou les réglementations informelles n'ont fait qu'augmenter.
- Au moins une partie du mercure exporté de la Suisse finira par se retrouver dans les pays en développement qui ne disposent pas d'infrastructure pour la gestion des déchets, d'allocations budgétaires ou d'installations de stockage pour traiter le mercure. En conséquence, ce mercure est susceptible de continuer à contaminer notre environnement.

Pour finir, nous vous exprimons à nouveau notre sincère reconnaissance pour tous les efforts consentis par votre pays pour la promotion de la Convention de Minamata et son soutien à la communauté des ONG. En accord avec la visibilité et l'influence de votre gouvernement dans ce domaine, nous sollicitons la reconsidération de la mise en œuvre d'une interdiction partielle des exportations. Un tel arrangement serait conforme à l'esprit et à la lettre de la Convention de Minamata.

Tout en vous remerciant d'avance pour la prise en considération de notre requête, nous vous réitérons notre disponibilité à échanger avec vous à votre plus proche convenance, avant qu'une décision finale ne soit prise sur cette importante question.

Avec nos sentiments les meilleurs,

Ajana Davies
Centre for Environment, Women, Education and Development(CEEWED)
Nigeria

Ann-Marie Lidmark, Chairman
Tandvårdsskedeförbundet
Sweden

Charlie Brown
World Alliance for Mercury-free Dentistry
USA

Decio Yokota
Iepé - Instituto de Pesquisa e Formação Indígena
Brazil

Dillip Pattanaik
Orissa State Volunteers and Social Workers Association
India

Prof. Doroty Martos
Cineclube Socioambiental "EM PROL DA VIDA"
Brazil
Dominique Bally
Centre Africain pour la Santé Environnementale (CASE)
Côte d'Ivoire

Elena Manvelyan
Armenian Women for Health and Healthy Environment
Armenia

Emmanuel Odjam--Akumatey
Ecological Restorations
Ghana

Florian Schulze
IG Umwelt Zahn Medizin
Germany

Fernando Bejarano G.
Centro de Análisis y Acción en Tóxicos y sus Alternativas (CAATA)(RAPAM)
Mexico

Francesca Romana Orlando
Associazione Malattie da Intossicazione Cronica e Ambientale (AMICA)
Spain

Eri Bizani
Ecocity
Greece

FBOMS - Brazilian Forum of NGOs and Social Movements for Environment and Sustainable
Development/Rio 92
Brazil

Genon Jensen
Health and Environment Alliance
Belgium

Griffins Ochieng
Centre for Environment Justice and Development
Kenya

Hamani Anatole
Education and Research Center for Development (CREPD)
Cameroon

Henrik E. Kock
Nobody Needs Mercury
Denmark

Jean-Pierre HAVARD
Association Solidarité Guyane
France

Jeffer Castelo Branco
Associação de Combate aos Poluentes (ACPO)
Santos/SP
Brazil

Jeremy Wates
European Environmental Bureau
Belgium

Johanna Hausman,
Women Engaged for a Common Future (WECF)
Germany

Karin Lexen

Swedish Society for Nature Conservancy
Sweden

Dr. Kevin Telmer, Ph.D.
Artisanal Gold Council
Canada

Lars Hylander
Sweden

Leslie Adogame
Sustainable research and action for environmental development (SRADev)
Nigeria

Leticia Baselga
Ecologistas en Acción
Spain

Dr. Mahmood A. Khwaja
Sustainable Development Policy Institute (SDPI)
Pakistan

Dr Mariann Lloyd-Smith PhD (Law)
Senior Policy Advisor, IPEN - International POPs Elimination Network
Senior Advisor, National Toxics Network Inc.
Australia

Maria Eugenia Gil Beroes
Fundacion Aguaclara
Venezuela

Maria Isabel Carcamo
Latin American Center for Environmental Health
Uruguay

Michael Bender
Mercury Policy Project
USA

Mirjam Kopp
Greenpeace International
Switzerland

Monika Frielinghaus
Verein zur Hilfe umweltbedingt Erkrankter e.v.
Germany

Dr. Naji Kodeih
IndyACT - League of Independent Activists
Lebanon

Dr Najwa Bourawi, Head
Association pour la Protection de l'Environnement et le Developpement Durable de Bizert
Tunisia

Dr Nguele Djibrilla Sidiki Fatima
Copressa
Cameroun

Olga Tsygulyova&Denys Pavlovskiy

MAMA-86
Ukraine

Perry Gottesfeld
Occupational Knowledge International
USA

Ram Charitra Sah
Center for Public Health and Environmental Development
Nepal

Ravi Agarwal
Toxics Link
India

Richard Gutierrez
Ban Toxics
Philippines

Rico Euripidou
groundWork - Friends of the Earth
South Africa

Sasanka Dev,
Society for Direct Initiative for Social and Health Action
India

Dr. Shahriar Hossain
Environment and Social Development Organization-ESDO
Bangladesh

Susana Fonseca
ZERO – Association for the Sustainability of the Earth System
Portugal

Solomon Kusi Ampofo
Friends of the Nation
Ghana

Sylvia Dove
Consumers for Dental Choice
USA

Thomas Aneni
Sustainable Environment Development Initiative (SEDI)
Nigeria

Xavier Sun
Wild at Heart Legal Defense Association
Taiwan

Zuleica Nycz
APROMAC Environment Protection Association
TOXISPHERA Environmental Health Association
AMAR Environment Defense Association
Brazil